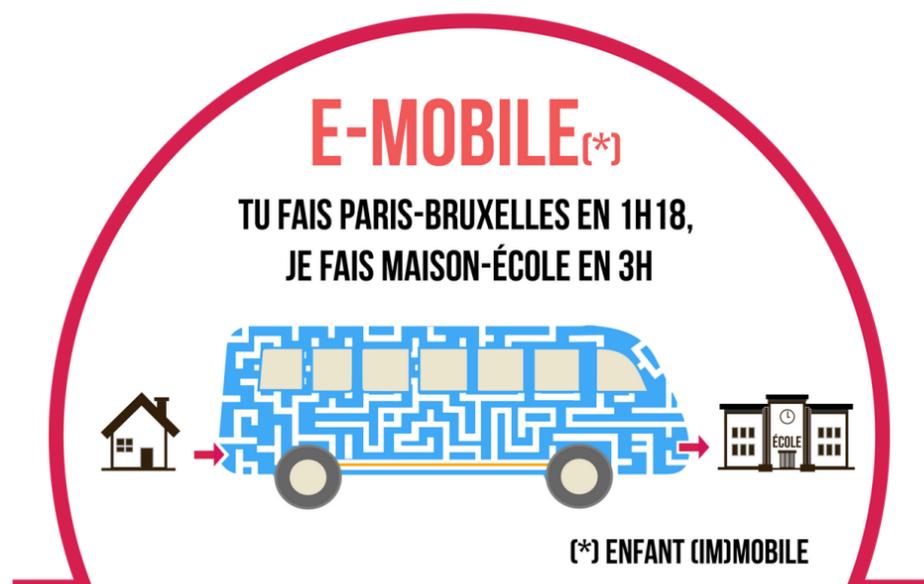


E-MOBILE, OÙ EN SOMMES-NOUS ?



E-MOBILE est une campagne menée ensemble par Unia, le Délégué général aux droits de l'enfant et la Ligue des familles pour inscrire dans le débat public la question du transport scolaire vers l'enseignement spécialisé et obtenir des avancées concrètes pour les enfants concernés.

L'ENJEU : METTRE FIN AU CALVAIRE DES ENFANTS DANS LE TRANSPORT SCOLAIRE VERS L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

Le transport scolaire, tel qu'il est aujourd'hui organisé en Wallonie et à Bruxelles, est source de maltraitance pour les enfants. Certains d'entre eux passent jusqu'à 6h par jour dans les bus, un temps qui rogne sur leur vie de famille, leurs loisirs et leur repos. Le temps du trajet est parfois très mal vécu par les enfants. Des bus surchargés, un personnel accompagnant qui n'est pas ou peu formé pour prendre en charge ces enfants avec des besoins spécifiques, un temps interminable immobilisés : ces enfants sont épuisés, développent de la phobie scolaire, des problèmes de santé ou des troubles dans leurs apprentissages.

Leurs familles aussi sont impactées avec des parents qui parfois diminuent leur travail pour aller conduire leur(s) enfant(s) à l'école eux-mêmes. À la maison, tout le temps en famille doit être réglé en fonction du bus (se lever très tôt, n'avoir que quelques heures avec les enfants à leur retour pour tout faire : devoirs, soins, repas...). Certains enfants sont tout simplement déscolarisés.

[Chronique de la Secrétaire politique de la Ligue des familles dans *Matin Première*](#)

[Étude de la Ligue des familles sur le transport scolaire](#)

L'INTERPELLATION DU MINISTRE WALLON DE LA MOBILITE

Nos trois organisations ont rencontré fin février le cabinet du Ministre wallon de la Mobilité, Monsieur Carlo Di Antonio. Nous avons présenté le résultat de la recherche menée par la Ligue des familles sur la question et un éventail de solutions pour améliorer le transport scolaire en Wallonie.

L'APRÈS-MIDI E-MOBILE

Le 7 mars 2018, Unia, le Délégué général aux droits de l'enfant et la Ligue des familles organisaient un après-midi d'échanges entre professionnels du secteur, élus et représentants des ministres concernés, et parents autour de cette question. Les débats ont été précédés des témoignages de Farah et Aurélien sous forme de diaporamas sonores. L'après-midi a fait l'objet d'un compte-rendu et d'une couverture médiatique.

[Communiqué de presse du 7 mars](#)

[Pistes concrètes et recommandations de Unia](#)

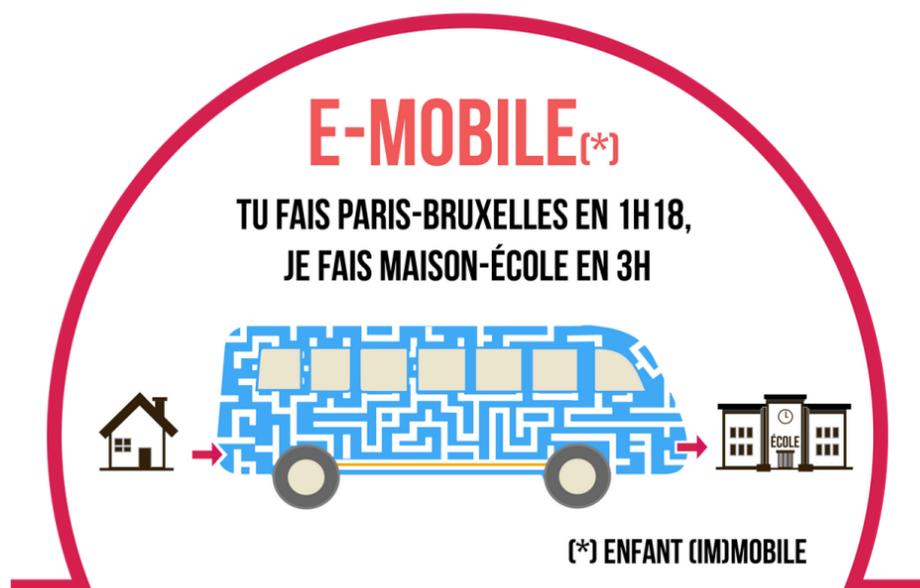
[Compte-rendu de l'après-midi](#)

[Témoignages de Farah et Aurélien](#)

[Interview du Délégué général aux droits de l'enfant](#)

[Reportage de la RTBF](#)

E-MOBILE, OÙ EN SOMMES-NOUS ?



L'INTERPELLATION DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES

L'étude sur le transport scolaire et l'après-midi d'échanges nous ont permis de lister une série de recommandations. Certaines d'entre elles s'adressent au pouvoir communal et en particulier l'urgence de rendre l'école communale inclusive pour que tous les enfants puissent aller à l'école la plus proche de chez eux sans dépendre du transport scolaire. Nous avons adressé nos recommandations aux têtes de liste des élections communales du 14 octobre dans les plus grandes communes wallonnes et bruxelloises.

Nous avons dans un premier temps reçu peu de réponses à notre interpellation mais, suite à une relance, plusieurs retours

encourageants nous sont finalement parvenus courant septembre et nous ne manquerons pas de vous informer des avancées qui se concrétiseront dans les différentes communes au cours des mois à venir.

Communiqué de presse : les communes ont un rôle à jouer !

Communiqué de presse sur la semaine de la mobilité

Article de l'Avenir

Dépêche Belga

PREMIER RÉSULTAT DE CETTE MOBILISATION : DES TAXIS POUR SOLUTIONNER LES CAS LES PLUS PROBLÉMATIQUES

La problématique a été prise en considération en Wallonie et une enveloppe de 1 million d'euros du budget 2019 va être dédiée à aider les enfants qui font aujourd'hui les trajets les plus longs : un service de taxi personnalisé sera mis en place pour eux. Les détails de cette mesure n'ont pas encore été communiqués. Elle ne sera cependant une solution que

pour les enfants qui bénéficient du transport scolaire wallon, la COCOF, en charge de la question pour le transport scolaire bruxellois, n'ayant pas pris de décision similaire.

Communiqué de presse du Ministre Di Antonio du 1er octobre

E-MOBILE, LA SUITE

Nos recherches ont débouché sur des recommandations qui s'adressent aussi à d'autres niveaux de pouvoir. En vue des élections de mai 2019, le Délégué général aux droits de l'enfant, la Ligue des familles et Unia interpellent les candidats et partis politiques :

- pour que le temps maximal de trajet par jour des enfants soit fixé par décret,
- pour que le personnel accompagnant soit systématiquement et suffisamment formé,
- pour que l'école inclusive soit le plus vite possible une réalité en Wallonie et à Bruxelles.